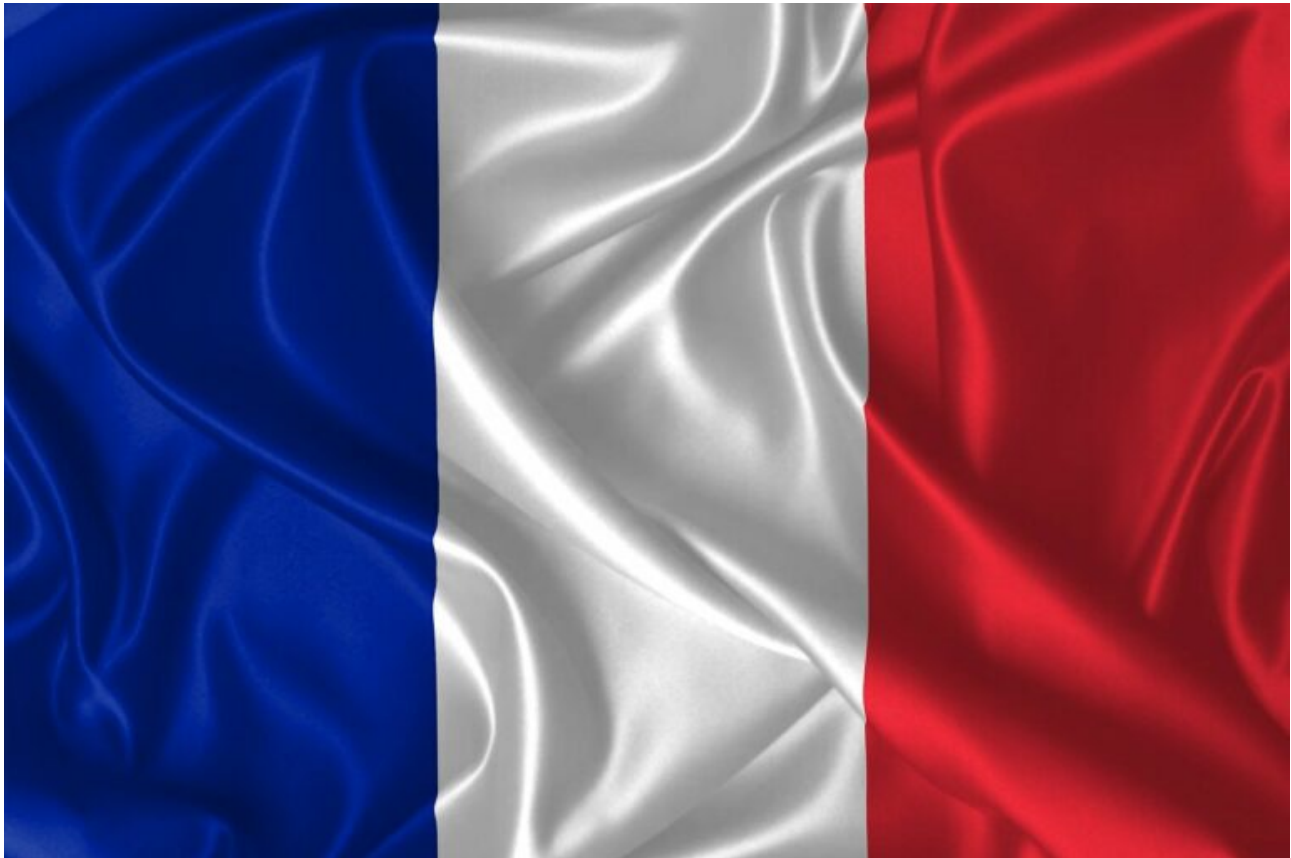


Vidéo : “La France en faillite : scandale d’État”

Category: 2020-2030,Actualités
9 décembre 2024



Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Médori reçoivent Marc Touati, économiste reconnu, pour analyser la situation actuelle de l'économie française.

Au moment où la France traverse une crise politique sans précédent sous la Ve République, Alain Juillet et Marc Touati dressent un tableau sans concession des finances françaises et de son économie.

La France est-elle proche du défaut de paiement, de la banqueroute ? Attention, danger !

Titre : **“La France en faillite : scandale d’État”**

Durée : **00:42:04**

Date de mise en ligne : **06/12/2024**

Invité : **Marc Touati**

Publiée sur le compte YouTube : [Open Box TV](#)

Rapport : Pour une meilleure gouvernance de l'OSINT

Category: 2020-2030,Actualités,Renseignement
9 décembre 2024



Rapport Synopia (novembre 2024)

En novembre 2024, Synopia, grâce au travail de son groupe d'experts de haut niveau, a publié son 2^e rapport sur l'OSINT (*Open Source Intelligence*). Nous en présentons ici un résumé.

Commentaire AASSDN : Le *Think tank Synopia* qui prend une place croissante dans la réflexion sociétale et stratégique vient de publier son deuxième rapport sur l'*Osint*. En quelques années le renseignement par sources ouvertes a quitté les rives des spécialistes du cyber et devenir essentiel pour les Administrations, les Services et les Entreprises. Au-delà de la technique et des outils il est réconfortant de voir que l'analyste, l'homme croisant expérience et intuition, est le maillon clé à condition qu'il ne se laisse pas submerger par l'émotion, les *a priori* et les idéologies.

Le problème est que, contrairement à beaucoup d'acteurs étrangers de tous ordres, tous n'ont pas mesuré l'utilité de ce moyen révolutionnaire qui permet de comprendre et d'anticiper. Il suffit de lire ou d'écouter les médias pour comprendre que la majorité des journalistes l'ignorent, que nos Services ont toujours du mal à intégrer une approche qui remet

en cause leurs méthodes traditionnelles, et que la plupart de nos responsables politiques ne savent pas comment utiliser cet apport essentiel pour comprendre le monde réel.

La guerre est devenue hybride, et nous n'avons pas d'amis. Dans le monde de l'information il faut savoir se battre contre les actions de toutes origines qu'elles soient d'influence de désinformation ou subversives.

L'OSINT, dont l'importance a été mise en lumière avec le conflit russo-ukrainien, consiste à utiliser une multitude d'informations accessibles en ligne pour en extraire des renseignements sur des individus, des groupes, des produits, des entreprises et des organisations militaires.

Ce processus nécessite de disposer d'**analystes qualifiés**, maîtrisant les techniques d'exploration de données et dotés d'un esprit critique pour évaluer avec précision la fiabilité et la pertinence de ces données. Mais **l'OSINT nécessite surtout de disposer de capteurs et des logiciels** qui aident les analystes à collecter, traiter et analyser plus efficacement les données de source ouverte.

Sur le plan étatique, une **vraie prise en compte de l'OSINT s'est opérée ces dernières années au sein des services de renseignement et des administrations**. Cependant, c'est au sein des entreprises privées qu'ont eu lieu les évolutions les plus importantes. En effet, au niveau commercial et entrepreneurial, **l'OSINT est devenue un instrument essentiel de l'aide à la décision**, en particulier dans le domaine de la veille concurrentielle.

En revanche, au niveau des services de l'État, l'OSINT demeure encore **un complément d'information délicat à intégrer dans la manœuvre du renseignement** et parfois regardé avec méfiance, souvent par manque de formation, ou par « culture ».

La plupart du temps **utilisé de façon défensive dans notre pays**, l'information en source ouverte constitue cependant un puissant levier de la **guerre informationnelle** au travers de ses capacités d'influence, de **manipulation des esprits** (cognitif) et de **fabrication de narratifs** ou de contre-narratifs.

De nombreux pays alliés ont bien compris la **menace asymétrique** qu'il constituait et ont développé des programmes de coopération internationale, notamment pour lutter contre le terrorisme. **Mais il reste beaucoup à faire pour tirer le meilleur profit de l'OSINT**, en France comme en Europe. Le travail mené pendant deux ans par Synopia a permis de mettre en lumière la multiplicité des usages de l'OSINT, la diversité des sources d'information et la rapidité stupéfiante des évolutions technologiques.

L'application du principe de l'OSINT aux données web peut être représentée par une chaîne de valeur en six composantes, chacune assumée par des acteurs différents :

- Moteur de recherche web
- Veille web
- Alerte temps réel sur le web
- Protection du risque humain sur le web
- Influence ou contre-influence web
- Stratégie fondée sur des données web

Chaque composante peut ensuite être comprise selon trois grandes étapes de traitement des données : **le questionnement, la collecte et l'analyse.**

Des attributs transverses peuvent être associés aux solutions d'OSINT :

- Renseignement défensif et/ou offensif
- Renseignement d'origine ou d'intérêt cyber
- Enjeu de discrétion
- Enjeu de souveraineté numérique

En parallèle des enjeux techniques et opérationnels, deux autres domaines sont apparus comme essentiels :

- La formation

Il existe de multiples formations OSINT, qui consistent en l'apprentissage de techniques pour **collecter et analyser les informations publiques, et effectuer une veille stratégique.** Certaines formations apprennent également à **se prémunir des conséquences d'une analyse trop parcellaire**, partisane ou incorrectement sourcée pour une entreprise ou une institution. L'OSINT est enseigné aussi bien de manière offensive que défensive.

Notre rapport dresse un inventaire des principales formations en OSINT.

- Le cadre juridique

Les aspects juridiques, en perpétuelle évolution, sont à appréhender avec rigueur si l'on veut **rester dans le cadre légal mais aussi éthique.** Les outils de l'OSINT et l'information à laquelle ils donnent accès doivent respecter les contraintes légales et réglementaires applicables, notamment concernant la protection de la vie privée, la gestion des données, l'utilisation d'avatars et l'extra-territorialité. Là encore, **la formation des utilisateurs et des destinataires de l'OSINT est nécessaire, de même que le recours aux spécialistes** de ces enjeux très pointus (avocats, juristes et professeurs de droit). Le rapport Synopia traite ainsi des différents moyens envisageables qui permettraient d'optimiser l'utilisation de l'OSINT et **Synopia recommande qu'une impulsion politique forte structure la filière de l'OSINT**, afin de permettre à l'État de mieux s'adapter aux évolutions technologiques, voire de les anticiper, et de mieux intégrer les innovations technologiques dans les processus décisionnels, en prenant garde à bien en garder le contrôle. Il en va de sa souveraineté. **Le rapport souligne aussi l'importance de préserver la liberté d'action des différentes entités** pour leur permettre de s'adapter à ce domaine si évolutif.

[Pour en savoir plus, contactez Synopia : synopia@synopia.fr](mailto:synopia@synopia.fr)

Vers une stratégie durable pour la maintenance des équipements militaires

Category: 2020-2030,Actualités
9 décembre 2024



Pour s'adapter aux bouleversements géopolitiques, la France a dévoilé une nouvelle feuille de route pour son industrie de défense. L'augmentation de la production, la refonte des normes et le développement de pôles d'excellence régionaux sont au cœur de cette stratégie.

Commentaire AASSDN : L'industrie de Défense française s'articule autour de 9 grands groupes (*Thalès, Dassault, Safran, Naval Group, Airbus, KNDS¹, MBDA, TechnicAtome, Arquus*), reliés à environ 4 000 sous-traitants (ETI, PME, TPE, laboratoires et centres de recherche). Ce réseau d'entreprises est un atout majeur pour assurer à la France sa souveraineté dans le domaine de la Défense. En outre, ce réseau lui fournit des outils lui permettant de nouer des partenariats stratégiques avec des pays qui souhaitent ne pas être

totallement dépendants de tel ou telle grande puissance (Etats-Unis ou Chine notamment) tout en disposant de matériels de la meilleure qualité.

Par ailleurs, c'est un atout pour notre économie tant par les exportations qu'elle réalise (la France est 2^e ou 3^e exportateur mondial selon les années) que par le fait que l'essentiel des armements est produit en France.

Notons que les centres de recherche et les processus de fabrication de certains équipements de haute technologie, sont particulièrement visés par les Services de nos compétiteurs. C'est pourquoi la France se doit de maintenir, voire renforcer son excellence scientifique et d'assurer la meilleure protection contre les ingérences étrangères.

¹ En 2015, les sociétés Nexter et Krauss Maffei Wegmann (KMW), respectivement systémier intégrateur du Leclerc et du Leopard, se sont regroupées au sein de KNDS afin de devenir le leader européen de la défense terrestre.

Le 24 octobre 2024, sur le site Maîtrise NRBC de la Direction générale de l'Armement à Vert-le-Petit, le Ministre des Armées Sébastien Lecornu a dressé la feuille de route que tâchera de suivre l'industrie de défense nationale pour les années à suivre. Un mot d'ordre : relancer « *l'esprit pionnier* ». Une question se pose alors : quelles sont les forces qui motivent la transformation de la base industrielle et technologique de défense (BITD), et comment y parvenir ?

Impulsions et transformations

D'abord, la priorité est d'augmenter les cadences de production. Depuis février 2022, l'industrie de défense française se prépare à l'éventualité de passer en économie de guerre, avec des mesures concrètes prises par certains des principaux groupes français. Dans cette optique, MBDA a annoncé son intention de [produire 40 missiles Mistral-3 par mois à l'horizon 2025](#), ce qui revient à doubler sa production mensuelle actuelle. De son côté, la DGA apporte une nouvelle forme de support aux entreprises du secteur, [avec la création de la Direction de l'industrie de Défense](#).

L'Île-de-France : l'excellence terrestre, spatiale et électronique

La région parisienne est spécialisée dans les questions spatiales, électroniques et terrestres. Le plateau de Versailles-Satory est le lieu d'implantation de plusieurs grandes entreprises à la réputation mondiale comme KNDS France (ex-Nexter), Arqus mais aussi des institutions étatiques comme la Section Technique de l'Armée de Terre. Utilisé dès l'entre-deux-guerres comme terrain d'entraînement militaire, le plateau de Satory sera de plus en plus utilisé à partir des années 1960-1970. Le plateau se transforme en 2020 avec la création de nouvelles pistes d'essais destinées aux besoins de R&D de l'Armée de terre et plus généralement de l'industrie de défense française. La région francilienne n'est pas en reste dans le domaine de l'électronique, notamment par le nombre important de clusters et des laboratoires innovants, à l'image de Paris Saclay et de l'École Polytechnique. [Le secteur spatial](#) est quant à lui représenté par Ariane Groupe, Thalès, Airbus Defence and Space et Aresia.

L'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine : le cœur de l'aéronautique

L'aéronautique est particulièrement bien développée en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine,

régions qui abritent de nombreux sites et entreprises majeurs, comme [Dassault Aviation à Mérignac et Biarritz](#), ou encore [Safran](#) et [Airbus Defence & Space à Toulouse](#). Cette concentration géographique est également le fruit d'une histoire riche. En effet, la création en 1915 du Centre d'Instruction des Spécialistes de l'Aviation à Bordeaux, ainsi que l'établissement de nombreuses bases aériennes dans la région, ont contribué à l'ancrage historique des industriels de l'aéronautique dans cette partie de la France.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur : territoire de l'Aéronavale

L'industrie aéronavale est très présente en PACA, avec des entreprises comme [Dassault Aviation à Istres](#), [Airbus Helicopters à Marignane](#) et [Naval Group à Ollioules](#). Cette présence s'explique par le fait que le [premier hydroaéroplane](#) a été conçu localement, créant un environnement propice au développement de ce secteur. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, une partie des avions de chasse et des hydravions y a été produite. Post-1945, plusieurs entreprises se sont installées dans la région, notamment la *Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est*. Aujourd'hui, la région demeure [un endroit clé dans la production et la construction d'armement et d'équipements aéronavals](#), tout en développant régulièrement la recherche et l'innovation.

La Bretagne et la Normandie pour la puissance navale

Autre pôle d'excellence, les régions bretonne et normande se sont spécialisées dans l'industrie navale, avec des implantations du géant *Naval Group* à Brest, Lorient, Nantes-Indrets et Cherbourg. L'entreprise emploie plus de 3 000 salariés en région normande, notamment sur le [site de Cherbourg](#).

Cependant, cette territorialité se manifeste également en dehors des principaux pôles. Par exemple, on peut citer [Eurengo](#), spécialiste des poudres et des explosifs, à Bergerac, ainsi que les différents sites de MBDA à Selles-Saint-Denis et à Bourges, sans oublier le site historique de production de KDNS France à Roanne. [En plus de dynamiser économiquement des régions parfois en marge](#), cette territorialité pourrait être renforcée pour constituer une véritable force de production, notamment grâce à l'implantation d'un réseau de réservistes de la DGA.

Des industriels étatiques en recherche d'efficacité

Si les grands maîtres d'œuvre industriels privés sont répartis sur tout le territoire français, c'est également le cas des institutions de l'État chargées des questions d'armement et de sa maintenance. Dispersées dans toutes les régions de France, les industriels d'État sont des exemples du maillage territorial des services publics de l'armement : la [Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres](#), le [Service de la maintenance industrielle terrestre](#) à Versailles ainsi que les [12ème](#), [13ème](#) et [14ème](#) base de soutien du matériel, le [Service de Soutien de la Flotte](#) à Paris, Brest et Toulon, mais aussi la [Direction de la Maintenance aéronautique](#), qui est implantée sur 17 sites différents à travers la France. La DGA est elle aussi répartie sur des [centres d'expertises et d'essais](#) dans diverses régions.

Le 2 octobre 2024 paraît le rapport d'information n°4, par la Commission des finances, à propos du [maintien en condition opérationnelle des équipements militaires](#). Cette étude a révélé que, malgré des efforts conséquents, le maintien en condition opérationnelle ne répond pas aux besoins actuels. Les problèmes concernant la disponibilité des matériels et le coût

élevé des contrats de maintenance sont trop importants. En outre, il est question de repenser la stratégie de maintenance de l'armement français, en impliquant de façon plus directe les TPE-PME françaises. Il est par ailleurs fait mention de la possibilité de ré-internaliser une partie de la maintenance militaire, ce qui sous-entend de renforcer le maillage territorial de la maintenance. La question de l'état des recrutements a également été mentionnée, notamment la fidélisation et la formation des personnels de la maintenance militaire et du secteur de l'armement en général.

L'humain et la formation : moteurs de développement

Si la voie royale pour devenir ingénieur de l'armement reste Polytechnique et l'École nationale supérieure de techniques avancées, les concours restent ouverts à tous les diplômés d'écoles d'ingénieurs. En dehors des grands corps d'ingénieurs, les universités proposant des maîtrises « Défense et Sécurité » ou des cursus d'intelligence économique intéressent de plus en plus à la fois les entreprises, mais aussi les [services de la DGA](#).

Du point de vue opérationnel, il est tout à fait possible de développer et de renforcer l'intérêt du monde ouvrier et technique pour l'industrie de défense. MBDA et *Naval Group* l'ont fait, avec respectivement [2 600](#) et [4 500](#) recrutements au cours des dernières années. Pour accélérer cette capacité à recruter, il faut également offrir plus de visibilité aux entreprises et aux institutions. Uniquement au travers de la filière de la maintenance en condition opérationnelle, [25 formations certifiantes](#) sont ainsi proposées par le ministère des Armées et des Anciens combattants, dont plusieurs bacs professionnels et un certain nombre de BTS. En renforçant le lien Armée-Nation, voir même BITD-Nation, ainsi que la formation à tous les échelons de la BITD, la France participe à donc sa souveraineté. Ainsi, le secteur de l'armement doit se réformer, recruter et impulser si il veut retrouver son esprit « pionnier ».

Theo MOREAU pour le [club Défense de l'AEGE](#)
22 novembre 2024

[La France face à ses défis ultramarins : le cas stratégique de la Nouvelle-Calédonie](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Asie Pacifique
9 décembre 2024



Pour le député loyaliste, la « faiblesse de la France » à l'égard des indépendantistes est la cause de l'impasse politique en Nouvelle-Calédonie. L'attitude « paternaliste » encourage les revendications et un discours au « biais victimaire ». Faute de vision et d'ambition, la France fragilise sa position sur l'archipel au bénéfice d'autres puissances, comme la Chine.

Commentaire AASSDN : Il est regrettable que les gouvernements successifs depuis des décennies n'aient pas défini et mis en œuvre une stratégie claire et de long terme dans laquelle les Outre-mer seraient considérés comme des composantes indispensables à une nouvelle puissance française.

Cette puissance reposerait notamment sur la position stratégique de ces DROM-COM, et sur leurs ressources naturelles, celles de leurs terres et de leur ZEE.

Rappelons que la superficie de la France n'est pas de 550 000 km² comme on a coutume de le dire, mais de 670 000 km² de terre (et de plus de 11 000 000 km² de ZEE).

Revue Conflits :

Vous-même avez une histoire particulière. Vous êtes originaire de ce qu'on appelle la « Brousse » de Nouvelle-Calédonie, et parmi vos ancêtres figurent aussi bien des communards déportés que des membres de la haute société française et nouméenne. Vous avez aussi du sang belge, anglais et bosniaque dans vos veines, et vous parlez avec ce qu'on appelle parfois l'accent caldoche. À 17 000 km de Paris à vol d'oiseau, qu'est-ce que cela signifie pour vous d'être « Français » ? Est-ce différent d'un « Français de métropole » ?

Nicolas Metzdorf : Mon histoire n'est pas forcément unique, car beaucoup de Calédoniens d'origine européenne sont comme moi. Ils ont des ancêtres qui viennent d'horizons divers, liés à l'évangélisation, avant même la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie. Par exemple, un de mes ancêtres était pasteur et est arrivé en 1843, alors que la prise de l'île n'a eu lieu officiellement qu'en 1853. Dans la lignée des « Caldoches » (les Européens nés en Nouvelle-Calédonie), on trouve des évangélistes, des bagnards, des pionniers, des aventuriers, des baleiniers. Et du côté de ma mère, il y a un ancêtre plus récent : mon grand-père, qui a fui le

régime de Tito en Yougoslavie parce qu'il était monarchiste. Il s'est exilé en Australie et a rencontré ma grand-mère calédonienne, qui y était en vacances. Mais, en Nouvelle-Calédonie, je ne suis pas du tout une originalité.

La différence pour nous, Français du Pacifique, c'est que nous devons nous battre pour rester Français. En métropole, les gens naissent Français, vivent Français et meurent Français, c'est presque une évidence. Mais nous, nous devons lutter pour que nos enfants, et même pour que nous-mêmes, restions Français. Cela nous donne un rapport à la France qui est peut-être plus fort. J'ose dire plus fort, car pour nous, la France, c'est un peu un idéal, un « graal » pour lequel nous nous battons. La France représente pour nous une grande puissance qui nous protège et qui porte des valeurs suprêmes. Quand on n'a pas à se battre pour être Français, on ne se rend pas compte de ce que cela signifie. C'est là notre différence avec les métropolitains.

Aujourd'hui, avec l'axe Indo-pacifique, la Nouvelle-Calédonie a une importance géostratégique importante. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Je suis fatigué d'entendre ça et de voir que rien ne se fait. On entend partout, surtout en métropole, que la Nouvelle-Calédonie a une position géostratégique clé. C'est devenu un discours en boucle, mais concrètement, que se passe-t-il ? Rien. Nous avons un quart des ressources mondiales de nickel, que nous vendons aux Chinois, et aucun minerai calédonien, donc français et européen, n'arrive en Europe, alors que le nickel est crucial pour les batteries de voitures électriques. Nous avons une zone économique exclusive de 1,3 million de kilomètres carrés, mais il y a seulement 16 bateaux de pêche calédoniens, et la France ne fait rien pour exploiter cette zone, ni pour la pêche ni pour les ressources sous-marines. Pire, le chef d'état-major des armées a même affirmé récemment en commission que la France n'était pas taillée pour protéger la Nouvelle-Calédonie en cas de conflit^[1]. On a voté trois fois pour rester Français, et on nous dit qu'on ne sera pas défendu. Sommes-nous des Français de troisième catégorie ? Alors, on nous parle sans cesse de cette importance géostratégique, mais il n'y a aucune action concrète.

Vous touchez un problème qui concerne l'ensemble des territoires outre-mer, la France ne sait pas quoi en faire.

Oui, je le pense. La relation est malsaine : la France veut garder ses Outre-mer, mais sans ambition pour eux. Elle voit ces territoires comme un coût, sans valeur ajoutée. En retour, les Ultramarins se sentent comme des mendiants, car ils n'ont pas les moyens de développer leurs territoires, faute d'une vision stratégique de l'État. Tant qu'il n'existe pas d'ambition française pour les territoires ultramarins, on restera dans cette relation de mendicité malsaine. On parle souvent de la France comme deuxième puissance maritime mondiale, mais sans stratégie, cela ne veut rien dire.

La France manque de cohérence. Nous avons eu sept ministres des Outre-mer en sept ans ! Cela prouve qu'il n'y a pas de stratégie à long terme. Quand on voit la France présente sur les trois grands océans, sur tous les fuseaux horaires du monde, avec des territoires dotés de ressources incroyables, il est frustrant de constater ce manque de vision. Par exemple, la Polynésie française est plus grande que l'Europe en superficie maritime, la Nouvelle-Calédonie est aussi vaste que la Belgique, avec un quart des ressources mondiales de nickel, la Guyane est grande comme le Portugal. La France a des joyaux qu'elle n'utilise pas. Et si la France ne

prend pas conscience de la valeur de ses territoires, d'autres puissances viendront les exploiter.

La France se concentre beaucoup sur la construction européenne et sur son rôle continental. Pensez-vous qu'elle devrait privilégier son action avec les Outre-mer avant de se focaliser sur l'Europe ?

Le problème d'être présent sur tous les fuseaux horaires est qu'il faut être puissant économiquement et militairement. Je pense que la France aujourd'hui n'est plus assez puissante, donc elle doute et se referme sur elle-même. Il y a un fantasme de la grandeur passée, mais elle a perdu son ambition.

Pour en venir à la question identitaire, en Nouvelle-Calédonie, la population est souvent perçue en métropole comme divisée entre les Blancs loyalistes et les Kanak indépendantistes. Pourquoi est-ce plus complexe que cela ? Quelles sont les implications politiques ?

C'est plus compliqué, car la Nouvelle-Calédonie est très diverse. La communauté Kanak représente environ 45 voire 50 % de la population, mais il y a aussi 27 % d'Européens (recensement de 2019), 10 % de Polynésiens, 6 ou 7 % d'Asiatiques et des métis. Le clivage n'est donc pas simplement entre kanak et Blancs. Les indépendantistes représentent surtout les Kanak, car le projet indépendantiste est un projet identitaire, un projet « kanako-kanak ». Les autres communautés, voyant dans l'indépendance une perte de beaucoup de choses, se réfugient dans les valeurs universalistes de la France. Cependant, même parmi les Kanak, il y a des divergences. Certains indépendantistes sont radicaux et plutôt pro-chinois, ce sont eux à l'origine des problèmes, ce qui rend difficile le dialogue, tandis que d'autres sont modérés et ouverts à la discussion.

Vous parlez des ingérences étrangères. Les indépendantistes radicaux sont-ils manipulés ?

Les indépendantistes radicaux ne sont pas manipulés, ce serait une erreur de les sous-estimer. Ils sont parfaitement conscients de leurs actions et recherchent activement des soutiens extérieurs pour renforcer leur cause. Ce ne sont pas des acteurs passifs. Ils agissent avec une stratégie claire et une organisation bien structurée. Il ne faut pas les voir avec un regard paternaliste ou condescendant, car ce sont des personnes intelligentes et déterminées, prêtes à tout pour atteindre leur objectif : que la France quitte la Nouvelle-Calédonie.

On a pu le constater lors des récentes émeutes. Ce n'était pas une simple manifestation de colère spontanée ; tout était planifié avec une logistique précise et une hiérarchie établie. Ils ont même mis en place des tactiques pour contourner les contrôles de police, ce qui montre leur niveau d'organisation. On n'est pas dans des émeutes de banlieue classiques, c'est un mouvement très structuré et orienté vers un but politique bien défini.

Les dernières émeutes de mai ont clairement montré que les 35 ans de concessions (si on inclut les accords de Matignon) n'ont abouti sur rien. Quelles sont les raisons de l'échec ?

Les raisons de l'échec, c'est avant tout la faiblesse de la France. Elle croit qu'en étant gentille

avec tout le monde, elle obtiendra des résultats. Je ne dis pas qu'il faut être sévère pour le plaisir, mais il faut l'être avec ceux qui refusent la démocratie, ceux qui rejettent les valeurs humanistes et universelles. Et bien sûr, il faut être constructif avec ceux qui défendent ces valeurs.

On l'a bien vu : les gendarmes ont été pris pour cible avec des armes lourdes, plus de 350 fois, il y a eu plus de 100 gendarmes et policiers blessés, et deux gendarmes tués. Et là, on va négocier avec le parti politique qui a provoqué cette violence ? Oui, il faut discuter, regarder l'histoire de la Nouvelle-Calédonie sous tous ses aspects, mais il est essentiel de refuser de dialoguer avec ceux qui utilisent la violence pour faire avancer leur cause.

Je pense que c'est un problème d'ADN pour la France : elle a une approche repentante, qui finit par lui faire du mal. On perd le bon sens dans la gestion de ce dossier. En agissant ainsi, nous encourageons un certain biais victimaire. Il y a une forme de néocolonialisme dans cette approche française, où on pense à tort qu'il faut être paternaliste, où l'on dit : « *Oh, les pauvres...* » Alors qu'en réalité, ce sont des gens intelligents, instruits, souvent formés en métropole, qui sont tout à fait capables.

Ce n'est pas une question de leur donner des concessions pour les apaiser. Il faut traiter d'égal à égal. Quand on est ferme avec les indépendantistes, on impose une forme de respect.

Depuis 35 ans, les blessures du passé sont reconnues, des concessions sont faites. Pourquoi la haine continue ?

Je pense qu'il y a eu, en Nouvelle-Calédonie, un fait colonial. Je ne suis pas de ceux qui le nient. La colonisation a eu ses côtés positifs, mais aussi ses aspects négatifs. Après les événements de 1988, il y avait effectivement des justifications à la lutte kanak : ils n'avaient pas accès aux pouvoirs ni aux responsabilités économiques. C'était vrai, et c'est pour cela qu'il y a eu, pendant quarante ans, un rééquilibrage économique, politique et sociologique.

Mais aujourd'hui, une jeune génération kanak radicalisée a idéalisé le combat des années 1984-88, et fait de kanaky le rêve ultime. On assiste à une forme de fondamentalisme indépendantiste. Ce qui, au départ, était une lutte que l'on pouvait comprendre s'est transformé en une haine de l'autre et de la France. Ils refusent de reconnaître les efforts et le rééquilibrage qui ont pourtant été mis en place.

Malgré le fait que le gouvernement de Nouvelle-Calédonie soit dirigé par les indépendantistes, que deux provinces sur trois et 26 communes sur 33 soient aux mains des indépendantistes, qu'il existe un Sénat coutumier et que la fiscalité de Nouméa, majoritairement non-indépendantiste, finance des projets pour tout le territoire, cette jeune génération continue de voir la Nouvelle-Calédonie comme un système colonial oppressif pour les kanak. En fait, ils préfèrent maintenir ce discours de victime, car cela les arrange politiquement.

Pour rentrer un peu plus en profondeur dans le sujet et questionner les paradoxes, les indépendantistes comme les autonomistes voudraient techniquement être différenciés de la France, mais réclament plus d'action de l'État. Certains reprochent une sorte « d'égoïsme » calédonien, où on rejette l'appartenance à la France tout en profitant de ses financements, de ses forces de sécurité, de sa puissance diplomatique, etc. ?

Il y a une ambiguïté chez les indépendantistes, mais pas chez les autonomistes. Les autonomistes demandent seulement à l'État de gérer ses fonctions régaliennes, comme la défense et la justice, tandis que la Nouvelle-Calédonie assume ses propres compétences, comme la santé et l'éducation. Nous restons français tout en étant autonomes, un peu comme des États américains.

Les indépendantistes, eux, veulent l'indépendance totale tout en réclamant des fonds de l'État, qu'ils justifient par le passé colonial.

Sur le droit de vote, n'êtes-vous pas vous-même un peu ambigu ? Vous ne voulez pas que le dernier venu de la métropole puisse voter, mais vous réclamez le droit de vote pour des gens qui sont arrivés après les Kanak... N'est-ce pas là un argument que vous donnez à vos adversaires ?

Je soutiens fondamentalement une ouverture du corps électoral à six mois. Mais à la suite des négociations, on s'est accordé sur trois ans maximum. Mais en tant que rapporteur du texte sur le dégel du corps électoral, je n'ai pas le choix de présenter la limite de dix ans, j'y suis obligé, même si je suis en désaccord. D'ailleurs je l'ai bien dit. C'est l'État qui a décidé ça, par faiblesse. Plutôt que de dire « *C'est six mois ou rien* », ils ont cherché un soi-disant juste milieu en fixant dix ans glissants. Mais finalement, ce compromis ne satisfait personne, surtout pas les indépendantistes radicaux, qui continuent d'exiger plus.

Quelles seraient les solutions de sortie de crise selon vous ?

La solution de sortie, c'est de respecter les trois référendums : la Nouvelle-Calédonie est française, et toute discussion de statut doit partir de ce principe. Je suis autonomiste, car à 17 000 km, il est logique de vouloir se gérer soi-même. Mais le passeport reste français, la nationalité aussi, et le statut de la Nouvelle-Calédonie fait partie de la Constitution. Tant que les Calédoniens restent Français, on peut tout discuter.

Cependant, si la France n'est pas assez forte pour imposer ce choix, nous ne nous laisserons pas oublier ni mépriser, comme les pieds-noirs. Nous avons appris de l'histoire.

Vous disiez dans une récente vidéo ([ITW NC](#)) qu'un accord avait presque été conclu, mais qu'il a échoué. Pourquoi ? Dans les négociations, quels sont les sujets sur lesquels aucun compromis n'est possible, et les points sur lesquels on peut se retrouver ?

Les négociations ont échoué à cause des indépendantistes radicaux. Ils refusent que les Français, même après un certain temps de résidence, puissent voter, et ils exigent un nouveau référendum sur l'indépendance dans trois ans. Les modérés, eux, n'ont pas voulu signer sans l'accord des radicaux, ce qui a tout bloqué.

Les indépendantistes sont très habiles en négociation : ils ne bougent pas d'un pouce. Ils forment un bloc rigide, qui reste inflexible en attendant que la France fasse des concessions. Chaque fois que l'État cherche à les amadouer, ils tiennent leur ligne et récoltent davantage.

Ce bloc indépendantiste est parfaitement homogène dans sa vision. Leur identité kanak est liée à leur revendication d'indépendance ; pour eux, on ne peut être pleinement Kanak sans

indépendance. Ils ne se définissent pas par des idéologies de droite ou de gauche, mais par leur appartenance ethnique.

Propos de **Nicolas METZDORF** (*)
recueillis par **Guy-Alexandre LE ROUX**
[Revue Conflits](#)

() Nicolas Metzdorf est né le 20 mai 1988 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Ingénieur agronome de formation, fondateur du parti Générations NC en 2019, il a été élu maire de La Foa en 2020, député de la 2^e circonscription de Nouvelle-Calédonie en 2022, puis de la 1^{re} en 2024. Loyaliste, il défend une vision pro-française qui s'incarne dans l'autonomie et s'oppose à l'indépendance de l'archipel.*

[1] Audition du CEMA, Assemblée nationale, 25 septembre 2024.

Source photo : [Google Maps](#)

[L'ESA signe avec Hemeria pour sa première mission de nanosatellite de météorologie spatiale](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Renseignement
9 décembre 2024



Commentaire AASSDN : Un beau succès pour l'industrie spatiale française dans le domaine des nanosatellites.

Notons en outre que sur un plan opérationnel, la prévision des conditions météo est essentielle dans le recueil du renseignement et dans les décisions d'engagement des forces.

L'Agence spatiale européenne a signé avec Hemeria un contrat d'une valeur de 9,8 millions d'euros pour la conception, la construction et l'exploitation de Swing, la première mission de nanosatellite de météorologie spatiale de l'ESA.

Swing vise à démontrer la capacité des nanosatellites à recueillir des données de météorologie spatiale et à accompagner la dynamique de commercialisation dans l'ère du nouvel espace.

Le 20 novembre 2024, l'Agence spatiale européenne a signé avec [Hemeria](#) (France) un contrat pour développer la première mission de nanosatellite de météorologie spatiale de l'Agence : *Swing* (*Space Weather Ionosphere Nanosat Generation*). Le satellite observera l'ionosphère, une couche de l'atmosphère qui influe sur les services de communication et de navigation, et fournira des données pour des applications opérationnelles de météorologie spatiale.

« A titre individuel, les nanosatellites offrent une opportunité innovante de mettre en œuvre des missions spatiales peu coûteuses et spécifiques. En tant que constellation, ils peuvent constituer un élément efficace du système européen de surveillance de la météorologie spatiale. Avec *Swing*, nous allons démontrer la pertinence des nanosatellites en tant qu'éléments d'un système de météorologie spatiale, et en tant que moyen d'amener l'industrie à participer à la surveillance de la météorologie spatiale », explique Juha-Pekka Luntama, chef du [bureau de météorologie spatiale](#) du Programme de sécurité spatiale de l'ESA.

« Comprendre le comportement de l'ionosphère est essentiel afin de mettre en place des services de navigation et de communication fiables. Les particules chargées électriquement qu'elle contient peuvent avoir des conséquences critiques sur les services GNSS de haute précision en provoquant des erreurs de positionnement ou de synchronisation. Les données de Swing permettront de mieux comprendre les effets de la météorologie spatiale et de fournir des prévisions précises sur l'état de l'ionosphère », déclare Melanie Heil, coordinatrice du segment spatial au Bureau de météorologie spatiale de l'ESA et responsable du projet Swing.

« Les phénomènes météorologiques spatiaux constituent un risque majeur pour nos infrastructures sur Terre et dans l'espace », note Holger Krag, responsable du Programme de sécurité spatiale de l'ESA. *« Le développement d'une capacité de météo spatiale capable de fournir des informations exploitables aux opérateurs européens d'infrastructures critiques est l'un des principaux objectifs du programme. »*

« Hemeria est ravi d'accompagner la première mission de météorologie spatiale de l'Agence spatiale européenne. Je suis également heureux de constater que notre évolution vers les services de données soit ainsi saluée, en cohérence avec l'émergence rapide de notre division "Intelligence et Data", qui fournira donc les données spatiales à l'ESA », déclare Nicolas Multan, PDG d'Hemeria.

Swing, le satellite et ses instruments

Swing adoptera une orbite héliosynchrone (SSO), un type particulier d'orbite polaire qui permet au satellite de toujours visiter un même endroit à la même heure locale. À une altitude comprise entre 500 et 600 km, le nanosat effectuera des mesures in situ de l'ionosphère et suivra son évolution dans le temps.

Le satellite sera conçu par Hemeria sur la base de sa plate-forme de nanosatellites HP-IOT. La charge utile sera composée des quatre instruments suivants :

- DREAM - Moniteur de rayonnement - CNES, Steel Electronique (France);
- XFM-NS - Moniteur de rayons X - Isaware (Finlande) ;
- mNLP - Sonde de Langmuir - EIDEL (Norvège) ;
- Aquila - Instrument GNSS RO - Syntony (France).

Les données de la mission seront intégrées dans des modèles numériques de météorologie spatiale qui fourniront des prévisions météorologiques ionosphériques précises à la communauté des utilisateurs. Les données de la mission Swing seront également précieuses pour la recherche scientifique sur la haute atmosphère.

Le satellite sera construit par Hemeria en tant que maître d'œuvre, ce qui comprend l'acquisition des instruments, le développement, l'intégration, les essais, la campagne de lancement, la mise en service dans l'espace de la plate-forme du satellite ainsi que les opérations du satellite. Le satellite sera assemblé dans les installations d'Hemeria à Toulouse. Le centre d'opérations de la mission, qui fournira à l'ESA les données de météorologie spatiale traitées, est sous-traité à Planetek (Italie).

Le lancement de *Swing* est prévu pour 2026 et le début du service de données pour 2027.

ESA

20 novembre 2024

Légende de la photo : [Hemeria est maître d'œuvre du satellite Swing de l'ESA](#)

CP. Missiles Mistral 3 : Les pays européens se regroupent pour sécuriser l'espace aérien

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,Technologies,Union Européenne
9 décembre 2024



L'acquisition conjointe de missiles *Mistral 3* par la France et huit pays européens retenue par la Commission Européenne. Ce projet déposé par la France a été annoncé comme faisant partie des 5 projets retenus le 14 novembre 2024 par la Commission européenne. Il bénéficie à la Belgique, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Roumanie, l'Espagne, la Slovénie et le Danemark, et la France. Il s'inscrit dans le cadre du dispositif EDIRPA (*European Defence industry reinforcement through common procurement act*), destiné à renforcer la dynamique et la vitalité de l'industrie européenne de défense via des acquisitions communes. La Direction générale de l'armement (DGA) sera en charge de procéder à cette acquisition auprès de la société MBDA, pour un volume global de 1 500 Mistral 3.

Cette sélection confirme l'excellence du projet au profit du renforcement des systèmes de défense anti-aérienne et anti-missiles des États membres participants. Elle valide la volonté des pays européens partenaires de coopérer ensemble face aux défis grandissants de sécurité de l'espace aérien, au travers de l'agrégation de leurs demandes, ce qui contribue également, en donnant de la visibilité, à la compétitivité, robustesse et résilience de la base industrielle et technologique de défense européenne. L'arrangement de coopération cadre avait été signé le mercredi 19 juin 2024 en marge du salon Eurosatory.

Le missile *Mistral 3* Le *Mistral 3* est un missile de défense sol-air de très courte portée fonctionnant en mode « *tire et oublie* ». Sa vitesse et sa manœuvrabilité font de lui un armement très efficace sur tous types de cible : chasseurs, avions de transport, hélicoptères, drones, missiles de croisière, munitions rodeuses. D'une longueur inférieure à deux mètres avec un poids inférieur à 20 kg, il est facilement opérable.

Centre médias du ministère des Armées et des Anciens combattants - Paris, le 19 novembre 2024

Rappel du communiqué de MBDA du 19/06/2024

L'Europe franchit une nouvelle étape pour l'acquisition conjointe de Mistral 3

La France, la Belgique, Chypre, l'Estonie et la Hongrie ont signé le 19 juin un accord-cadre de coopération, permettant l'acquisition conjointe du système de défense antiaérienne sol-air *Mistral 3*.

Piloté par la Direction Générale de l'Armement (DGA), avec le soutien de MBDA, cet accord-cadre permet aux nations partenaires de bénéficier d'un processus d'acquisition optimisé, afin de répondre aux besoins des forces armées. Il peut également être étendu au-delà des cinq pays pionniers, plusieurs autres nations ont ainsi déjà fait part de leur intérêt pour rejoindre cette coopération.

Eric Béranger, CEO de MBDA, a déclaré : « *Cette signature est une étape importante pour la coopération de Défense au sein de l'Union européenne, au profit de la souveraineté de ses États membres. La mise en place de l'accord va nous permettre d'accroître l'efficacité de notre outil industriel et, ainsi, d'améliorer encore la résilience de la base industrielle et technologique de défense européenne.* »

Le *Mistral 3*, actuellement en service au sein des forces armées françaises, est un missile de défense antiaérienne équipé d'un autodirecteur à imagerie infrarouge et doté de capacités avancées de traitement d'image. Affichant un taux de succès supérieur à 96% et une fiabilité supérieure à tous les systèmes de défense sol-air à courte portée existants, il peut engager depuis de grandes distances des cibles à faible signature thermique telles que des drones, des missiles à turboréacteur et des navires d'attaque rapides.

Source : <https://newsroom.mbda-systems.com>

A propos de MBDA

MBDA est un groupe européen multinational unique, un leader mondial dans le domaine des systèmes d'armes complexes, jouant un rôle clé dans la protection des nations. Créé dans un esprit de coopération internationale, MBDA et ses plus de 15 000 collaborateurs travaillent ensemble dans l'objectif de soutenir la souveraineté nationale de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que des pays alliés dans le monde entier.

En tant qu'accélérateur d'innovation, MBDA est le seul groupe européen capable de concevoir et de fabriquer des armes complexes pour répondre à toutes les exigences opérationnelles, actuelles et futures, des trois forces armées (Terre, Mer et Air).

MBDA est détenu par Airbus (37,5 %), BAE Systems (37,5 %) et Leonardo (25 %).

Source photo : mistral 3 - © MBDA

[Souveraineté Maritime : Le sous-marin nucléaire d'attaque Tourville rejoint les Forces de la Marine Nationale](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest
9 décembre 2024



Commentaire AASSDN : La livraison du 3^e sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) du

programme *Barracuda* de nouvelle génération renforce la souveraineté et la crédibilité de notre pays, tant la possession de ce type de bâtiment aux performances remarquables est aujourd'hui hautement stratégique.

Outre ses caractéristiques techniques étonnantes (autonomie, vitesse, discrétion, soutien technique réduit) et de la puissance de ses différents systèmes d'armes (de destruction de navires et de rétorsion contre des objectifs à terre), ce sous-marin dispose de capacités de recherche et recueil de renseignements très performants (sonars, optiques et humains). Il contribue ainsi grâce à son extrême discrétion et à ses capacités de destruction à la protection de notre immense zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km².

- **Le 16 novembre 2024, la Direction générale de l'armement (DGA) a réceptionné, à Brest, le *Tourville*, troisième des six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) réalisés dans le cadre du programme Barracuda. Le sous-marin a aussitôt été transféré à la Marine nationale.**
- **Cette livraison intervient au terme de quatre mois d'essais en mer conduits par la DGA, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'équipage de la Marine nationale, ayant permis de confirmer la robustesse et les capacités du sous-marin.**
- **Conformément à la Loi de programmation militaire 2024-2030, la DGA poursuit le renouvellement de la flotte française de SNA maintenant engagé à mi-chemin. Les livraisons des trois SNA restants s'échelonnent jusqu'en 2030.**

La livraison du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Tourville* intervient à l'issue d'une campagne d'essais en mer de quatre mois ayant débuté le 12 juillet 2024 avec la première sortie à la mer du navire. Tout au long de cette phase, l'expertise unique des équipes étatiques et industrielles du programme Barracuda a été mise à contribution pour le suivi et la réalisation de l'ensemble des essais, sous le pilotage de la DGA et la conduite du navire par la Marine nationale. Menés avec succès, ces essais ont permis de vérifier de manière progressive les performances des équipements et des systèmes du sous-marin grâce au travail collaboratif d'une équipe d'experts associant marins, DGA, CEA, Naval Group et TechnicAtome.

Au cours de ses essais menés au large de Cherbourg, Brest et Lorient, le *Tourville* a été amené à réaliser :

- Une première plongée statique, c'est-à-dire une immersion sans mouvement propulsé, pour vérifier la pesée et la stabilité du sous-marin ;
- Des essais en surface et en plongée, destinés à vérifier la vitesse du sous-marin, et plus généralement l'ensemble de ses performances et de son comportement à différentes profondeurs d'immersion, ainsi que la sécurité et le fonctionnement des installations, y compris sa chaufferie nucléaire ;
- Des essais en plongée pour vérifier le bon fonctionnement de son système de combat, y compris sa capacité à mettre en œuvre ses armes et à communiquer.

La Marine nationale va désormais pouvoir débiter la phase d'essais opérationnels en vue de

l'admission au service actif du *Tourville* prévue en 2025. Ces essais opérationnels permettront de vérifier les performances militaires du navire dans des conditions d'emploi proches de celles des théâtres d'opérations.

Les six sous-marins commandés par la DGA dans le cadre du programme Barracuda renouvelleront d'ici à 2030 la composante des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de la Marine nationale, constituée actuellement de SNA de type Rubis mis en service dans les années 1980. Les deux premiers SNA *Barracuda*, le *Suffren* et le *Duguay-Trouin*, ont été respectivement admis au service actif en juin 2022 et en avril 2024. Les trois autres sous-marins du programme Barracuda (*De Grasse*, *Rubis* et *Casabianca*) sont actuellement à différents stades de construction, et leurs livraisons s'échelonnent jusqu'à l'horizon 2030.

Comme leurs prédécesseurs, les SNA du programme Barracuda sont équipés d'une propulsion nucléaire qui leur confère un rayon d'action et une discrétion remarquables. Ils sont plus rapides, plus endurants et plus polyvalents que les SNA de la génération précédente avec leurs nouvelles capacités de mise en œuvre de forces spéciales et de frappe d'objectifs terrestres situés à plusieurs centaines de kilomètres, à l'aide du missile de croisière naval (MdCN). Ils représentent un bond technologique qui permet à la France de rester dans le club très restreint des nations qui mettent en œuvre des SNA modernes et performants.

Contacts médias :
Direction générale de l'armement

Source photo : [DGA](#)

[Les héros oubliés des réseaux clés de la Résistance en 1943](#)

Category: 1944 : Débarquements en France, Global
9 décembre 2024



En 1943 les grands réseaux de renseignements (SIS - *Secret Intelligence Service*, SOE, BCRA) créés et opérant depuis le début de l'occupation en France et en zone dite libre, c'est-à-dire entre 1940 et 1942 avaient subi et subissaient encore des pertes nombreuses et tragiques qu'ils continueraient d'ailleurs à connaître en 1944 et jusqu'à la fin de la guerre. Les services de l'Abwehr et surtout la Gestapo, malgré le courage des patriotes composant ces réseaux, arrêtaient, exécutaient ou déportaient de nombreux combattants de l'ombre qui étaient indispensables pour informer le grand état-major allié en Angleterre (SHAEF). Ces grands réseaux qui avaient pour noms *Ajax*, *Alliance*, *Brutus*, *Buckmaster*, *Cohors*, *Confrérie Notre Dame*, *Castille*, *F2*, *Marco Polo*, *Phratricie*, *Saint Jacques*, etc., risquaient d'être entièrement anéantis avant le « jour J » correspondant au débarquement des troupes alliées sur les côtes de Normandie, c'est-à-dire au moment où l'on aurait le plus besoin d'eux pour avoir des informations fiables le moment voulu.

Naissance du Plan Sussex :

C'est pourquoi dans l'optique de la préparation du débarquement en France, l'état major du général Eisenhower imagina en mars 1943 de créer un plan baptisé « *Plan Sussex* », visant à mettre en place, en parachutant des agents dans toutes les régions au nord de la Loire qui seraient de potentielles zones de combats, des équipes de deux officiers français en civil (un observateur et un radio) placés en des points stratégiques.

Ceux-ci devaient fournir en temps réel aux Alliés pendant et après le Débarquement, des informations cohérentes sur l'état moral et matériel de l'armée allemande, son ordre de bataille, ses mouvements de troupes et notamment ceux de ses divisions « *Panzer* », ses dépôts de matériels et de munitions, ses installations de rampes de lancement des bombes volantes V1

etc., afin que l'état-major puisse prendre les décisions opportunes et intervenir efficacement, notamment par des bombardements sur les convois, concentrations de troupes et de matériels.



Kenneth Cohen



Francis Pickens Miller



Gilbert Renault

Le Commander Kenneth Cohen du SIS (Grande Bretagne), le Colonel Francis Pickens Miller de l'OSS (USA) et le Colonel Gilbert Renault (alias Rémy) pour le BRCA (Bureau Central de Renseignements et d'Action) furent chargés de monter le Plan Sussex. Il y eu un autre projet similaire baptisé « Jedburgh » dédié à la coordination de l'action armée, sabotage et formation des maquis. Ces équipes étaient constituées d'équipes de 3 hommes parachutées en uniforme : un agent du pays recevant l'équipe, un Anglais et un Américain.

[...]

Dominique SOULIER

Fils de Sussex

Conservateur de la Collection Sussex

Article publié dans le bulletin de l'ASSDN
Septembre 2024

Pour lire la suite de l'article, [cliquez ICI](#)

[Video : Le serment de Koufra et l'épopée du général Leclerc](#)

Category: 1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Europe de l'Ouest
9 décembre 2024



Le **serment de Koufra** est un moment marquant de l'histoire de la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a été prononcé le **2 mars 1941** par le colonel **Philippe Leclerc de Hauteclocque** (plus tard connu sous le nom de maréchal Leclerc) après la prise de l'oasis de Koufra, dans le sud-est de la Libye, par les forces françaises libres. Ce fut l'un des moments clés de la reconquête du territoire français pendant la Seconde Guerre mondiale.

A l'occasion de l'anniversaire de la libération de Strasbourg, découvrez l'épisode 6 "Le serment de Koufra" produit par l'ASAF en coopération avec l'AASSDN.

Cet épisode est extrait de la série "Héroïques" réalisée par l'ASAF.

Visuel : Extrait du reportage "Le serment de Koufra"

[Energie : L'influence des fondations allemandes dans la guerre de l'information](#)

Category: 2020-2030,Actualités
9 décembre 2024



L'économie, c'est de l'énergie transformée. Ce ne sont pas aux industriels allemands qu'il faut le rappeler. L'explosion des prix de l'électricité depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine les a remis face au désastre de la destruction de leurs capacités nucléaires depuis la mise en place de l'*Energiewende* dans les années 1990. Dans ce processus suicidaire, Berlin s'en est pris à l'avantage comparatif français dans le secteur énergétique afin de promouvoir sa propre industrie des énergies renouvelables (ENR) et maintenir sa domination économique en Europe. L'Allemagne mène ainsi une guerre de l'information antinucléaire contre la France en s'appuyant sur ses réseaux influents dans les couloirs de Bruxelles et sur un attirail de fondations politiques au service de ses intérêts.

Commentaire AASSDN : Cet article retrace parfaitement le déroulement des actions menées par l'Allemagne contre les intérêts supérieurs français pendant plus de 25 ans. De nombreux responsables politiques français ont collaboré souvent pour des raisons politiciennes avec des organismes allemands dont l'objectif était d'affaiblir les capacités énergétiques et donc économiques de notre pays. La guerre notamment économique est un état permanent. Nos alliés, qui ne sont pas nos amis, chercheront toujours quand ils le pourront à nous affaiblir pour nous dominer. Il est donc urgent que nos dirigeants, mais aussi tous les Français prennent conscience de cette réalité aux conséquences graves et combattent vigoureusement ces actions souterraines menées contre nos intérêts fondamentaux non seulement par les grandes puissances (Etats-Unis et Chine) mais également au sein de l'UE.

Origines et développement de l'*Energiewende*

Dans la société allemande d'après-guerre traumatisée par les bombardements américains à

Nagasaki et Hiroshima, puis par la peur d'une guerre nucléaire généralisée entre les deux blocs lors de la crise des euromissiles en 1977, l'énergie nucléaire a rapidement suscité une aversion naturelle au sein de la population. C'est d'abord ce terreau réceptif qui a fait le succès des militants antinucléaires en Allemagne. Dès 1980, émerge l'idée d'une « transition énergétique » (*Energiewende*[\[2\]](#)) qui fixe pour horizon l'abandon progressif des énergies fossile et nucléaire au profit des ENR. Ce rêve trouve immédiatement un écho favorable dans le public allemand et des relais politiques dans le jeune parti écologiste *Die Grünen*, qui accède au pouvoir dans le cadre de la coalition noir-vert avec la *CDU* au début des années 1990. C'est alors que la promotion des ENR est devenue le fer de lance d'un discours idéologique puissant reposant sur la « bonne conscience » environnementale et l'ostracisation des défenseurs de l'énergie nucléaire[\[3\]](#).

Le tournant énergétique se situe en 1998 lors de la première coalition rouge-verte[\[4\]](#) dirigée par G. Schröder. Il propose deux lois faisant de l'*Energiewende* un agenda politique pour l'Allemagne. La première[\[5\]](#) renforce le soutien au développement de la filière des ENR (en garantissant des prix de vente supérieurs au prix du marché au détriment du consommateur) et la deuxième[\[6\]](#) programme un abandon du nucléaire échelonné dans le temps. Concrètement, les centrales nucléaires existantes étaient condamnées à la fermeture tandis que la construction de nouvelles centrales était interdite. Cette transition est à nouveau accélérée en 2011 dans la foulée de la catastrophe de Fukushima, lorsque Angela Merkel annonce la fermeture anticipée de la totalité des centrales allemandes à horizon 2022[\[7\]](#). En avril 2023, les trois derniers réacteurs nucléaires du pays sont finalement fermés[\[8\]](#). Le rêve vert des écologistes est devenu réalité.

L'Union européenne mise au pas

L'abandon précipité du nucléaire a exposé l'économie allemande aux aléas climatiques et aux incertitudes de l'intermittence des ENR. Pour réguler l'instabilité de sa production énergétique, l'Allemagne dépend de la coopération des pays voisins pour liquider sa surproduction en exportant ou pour compenser son déficit de production en important. Sa survie énergétique étant désormais en jeu, elle n'a pas hésité à mobiliser son influent réseau de lobbyistes à Bruxelles pour défendre ses intérêts et imposer son modèle énergétique[\[9\]](#).

Cette influence s'est traduite de trois manières[\[10\]](#). En 1996, la directive 96/92/CE vise à développer les débouchés allemands en favorisant les interconnexions des réseaux électriques européens dans le cadre du marché européen de l'électricité. En 2007, l'UE s'engage dans la libéralisation du marché européen de l'énergie et la directive 2009/28/EC, pour ne citer qu'elle, est reformulée sous la pression du lobbying allemand pour maintenir des tarifs de rachat avantageux aux producteurs d'ENR[\[11\]](#). Enfin, l'Allemagne a vampirisé les subventions de la Banque européenne d'investissement en excluant le nucléaire du label vert de la taxonomie (exclusion levée en 2022). En revanche, le gaz fossile - notamment russe -, essentiel à l'économie allemande pour remplacer le nucléaire, est quant à lui considéré comme une énergie de transition. En d'autres termes, n'est durable ou décarboné que ce qui assure la pérennité et l'hégémonie du modèle énergétique allemand.

Une bête à abattre : le nucléaire français

Il est clair que le lobbying allemand sur la taxonomie avait un bouc émissaire : la France et son

fleuron EDF[12]. La sortie du nucléaire ayant mécaniquement augmenté les prix de l'électricité outre-Rhin, le risque pour l'Allemagne était une perte intolérable de compétitivité pour son industrie alors qu'à sa frontière se vendait de l'électricité 2,5 fois moins chère. Henri Proglio, ancien PDG d'EDF, déclarait ainsi à l'Assemblée nationale : « *Comment voulez-vous que ce pays qui a fondé sa richesse, son efficacité, sa crédibilité sur son industrie accepte que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? Depuis trente ans, l'obsession allemande est la désintégration d'EDF ; ils ont réussi*[13] ! »

Dans un premier temps, EDF avait pourtant bien reçu la nouvelle de la libéralisation du marché européen. Il était théoriquement gagnant puisqu'il proposait les meilleurs tarifs du marché. Mais l'Allemagne, sous couvert de la commission bruxelloise, a eu tôt fait de pointer du doigt la position monopolistique d'EDF sur le marché français et d'exercer une pression constante pour qu'il se plie à ses exigences[14]. La docilité d'une naïveté impensable des gouvernements français pour s'y conformer s'est traduite par l'adoption de la loi NOME en 2010 et du dispositif ARENH qui en découle. Cette loi contraignait EDF à vendre chaque année un quart de sa production nucléaire à prix coûtant (42€/MWh) à ses « concurrents » qui n'existaient pas, c'est-à-dire des intermédiaires de la filière qui ne produisaient aucune énergie. EDF était riche, il fallait qu'elle donne sa rente nucléaire. C'était absurde, et la France l'a fait par dévotion à l'idée qu'elle se fait de l'Europe. En dix ans, le cours de l'action EDF a baissé de 80 % et l'entreprise a été ruinée[15]. L'Allemagne avait obtenu gain de cause.

L'arsenal de fondations allemandes dans la guerre de l'information

Dans cette entreprise de sabotage du nucléaire français, l'Allemagne s'appuie sur plusieurs fondations politiques au premier rang desquelles se trouvent *Heinrich Böll* et *Rosa Luxembourg*, financées par Berlin à hauteur de 500 millions d'euros par an[16].

C'est le cas de la fondation *Heinrich Böll* qui coordonne depuis 2016 des opérations d'influence contre le nucléaire français en finançant un large panel d'ONG-relais comme le Réseau Action Climat (qui regroupe 27 associations nationales telles Greenpeace France, WWF ou Sortir du nucléaire). En 2022, la fondation recevait 67 % de ses financements du gouvernement allemand et de l'UE et concentrait plus de 50 % de ses activités à l'étranger. En lien étroit avec le parti vert allemand, elle s'occupe essentiellement de produire et de financer du contenu et des rapports à diffuser dans la presse et les sphères politiques, octroyer des bourses pour la recherche universitaire écologique ou encore rencontrer les élites françaises et soutenir la création de partis politiques comme EELV. Or, les contenus qu'elle propose vouent systématiquement aux gémonies les déchets nucléaires, les risques nucléaires ou l'obstination de l'État français et d'EDF dans le nucléaire ; et n'hésitent pas à aller jusqu'à la désinformation en stipulant que l'énergie nucléaire est polluante et manque de fiabilité[17]. Et ne manquent jamais de vanter les mérites de l'*Energiewende* allemande ou de l'avenir des ENR.

La fondation *Rosa Luxembourg*, si elle n'a pas d'antenne en France, s'attaque aux intérêts énergétiques français à l'étranger à commencer par l'extraction d'uranium. Elle participe par exemple à la publication d'un *Atlas de l'uranium*[18] en 2022, financé par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement allemand, et qui dénonce le néocolonialisme de la France au Niger et les dangers sanitaires de l'exploitation du minerai par Orano (ex-Areva). Comment ne pas y voir la main de Berlin qui cherche à miner la filière nucléaire française, imposer cette idée fautive dans les esprits de l'Hexagone que le nucléaire

est néfaste pour l'environnement et soutenir sa propre industrie dans les ENR ?

Conclusion

Devant les ingérences allemandes contre l'indépendance énergétique française, un constat s'impose : les conflits d'intérêts et les antagonismes entre pays n'ont pas miraculeusement disparu en Europe après 1945. N'en déplaise à un certain pacifisme idéaliste, la géopolitique reste le terrain des rapports de force entre les États, même dans l'Union européenne. « *Les États n'ont pas d'amis* », disait le général de Gaulle. Pourtant, l'Élysée ne cesse de brandir la bannière de « *l'amitié franco-allemande* » tandis que la page *Wikipédia* de cette expression n'existe pas en allemand, mais seulement en français, en espéranto et en suédois...

Louis du BREIL

[Revue Conflits](#)

[14 novembre 2024](#)

[1] Énergies renouvelables.

[2] Du rapport de 1980 publié par l'Okö Institut, un institut de recherche sur l'environnement, qui s'intitule « *Energie-Wende : Growth and Prosperity Without Oil and Uranium* ».

[3] C'est dans ce contexte que le chancelier Helmut Kohl impose la loi de tarif de rachat de 1991 qui impose aux entreprises de distribution d'acheter de l'électricité issue des énergies renouvelables à un tarif supérieur aux prix de marché.

[4] Coalition entre les socio-démocrates du SPD et les verts de Die Grünen.

[5] Loi *Erneuerbare Energien Gesetz* (EEG), promulguée en avril 2000.

[6] Loi sur l'énergie atomique, entrée en vigueur en 2002.

[7] Frédéric Lemaître, « La conversion d'Angela Merkel en faveur d'une sortie du nucléaire », *Le Monde*, 1er avril 2011.

[8] Jens Thurau, « Germany shuts down its last nuclear power stations », *Deutsche Welle*, 14 avril 2023.

[9] Inga Margrete Ydersbond, « Multi-level lobbying in the EU: The case of the Renewables Directive and the German energy industry », Fridtjof Nansen Institute, octobre 2012.

[10] Rapport de l'EGE de mai 2021, « J'attaque ! Comment l'Allemagne tente d'affaiblir durablement la France sur la question de l'énergie ? »

[11] Margot de Kerpoisson, « Blitzkrieg énergétique : l'Allemagne en campagne contre le nucléaire français », *Conflits*, 1er mai 2022.

[12] Voir le rapport de l'EGE daté de juin 2023, « Ingérence des fondations politiques

allemandes & Sabotage de la filière nucléaire française ».

[13] Commission d'enquête du 13 décembre 2022.

[14] Tribune collective, Énergie : « Pour retrouver une électricité bon marché, il faut se défaire des exigences de Bruxelles », *Le Figaro*, 5 juin 2023.

[15] Charles Gave, « AREVA, ALSTOM, EDF, nous avons la meilleure fonction publique au monde », Institut des libertés, 30 janvier 2022.

[16] Rapport de l'EGE, « Rapport d'alerte - Ingérence des fondations politiques allemandes et sabotage de la filière nucléaire française », 22 juin 2023.

[17] <https://www.greenpeace.fr/nucleaire-la-fable-de-la-fiabilite/>

[18] https://rosaluxna.org/wp-content/uploads/2022/01/Uranatlas2022_franzosisch.pdf